

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p. 2 : International / p.4 à 6 : Place au débat (programme de stabilité européen) / p.6 et 7 : Actu sociale (Appel pour la Poste) p.8 : Coup de gueule**



Le scrutin qui vient de se dérouler, élections régionales et départementales, est clair et sans tendresse pour la démocratie : les 2/3 des Français ne croient plus en son exercice.

Evidemment, on entend, à longueur de médias, que les Français sont « inadaptés » à l'exercice politique (Duhamel) ou, au moins, qu'ils ne devront pas se plaindre puisqu'ils ne se rendent pas aux urnes (la gauche). Et quand le RN est aux portes d'une région la plupart -et, si je doute de l'efficacité, je ne condamne pas- appellent à voter pour ceux-là mêmes qui sont la cause de ce vote de désespérance. A nouveau donc, je m'insurge contre ce mépris des classes populaires qui consiste à condamner, à invectiver ceux qui ne veulent plus choisir une alternance qui n'est pas une alternative, alors qu'ils ont maintenant une trentaine d'années derrière eux pour constater que les politiques menées ne marquent pas la différence qu'ils souhaitaient.

Certes, le programme et le bilan d'une région dirigée par un des partis de la gauche ne sont pas exactement les mêmes que ceux d'une région dirigée par la droite, classique ou macroniste. Mais l'électorat ne s'en satisfait pas. De même, au lieu de lui reprocher de faire ses choix à partir de sujets qui ne sont pas de la compétence d'un conseil régional (exemple les questions de sécurité), on ferait mieux d'essayer de comprendre son malaise généralisé et qu'il a peu de raisons de faire confiance régionalement à ceux qui ne l'écoutent pas nationalement.

J'ai déjà eu largement l'occasion d'écrire que la gauche ne se reconstruira qu'en retrouvant le chemin du peuple, qu'en marchant sur ses 2 jambes : la républicaine et laïque (égalité des territoires et des citoyens, liberté de penser et refus de l'influence des dogmes dans la vie publique, sécurité pour tous et pas seulement pour les riches) et la sociale et économique (primauté

au travail et promotion des droits de ceux qui le produisent, moyens de l'Etat au service d'une politique socialement progressiste -services publics et nationalisations).

C'est à ce prix que la gauche restructurera ses principaux partis.

Encore faudra-t-il avoir le courage de tourner le dos aux modes sociétales des bobos et regarder en face les aspirations populaires même quand elles dérangent la bien-pensance commune. Il suffit de regarder les chiffres : ils parlent clair. Même en période de grande abstention, où la bourgeoisie vote plus que les classes moyennes et populaires, il est à noter qu'une liste conduite par un représentant se référant principalement à l'écologie ou aux questions sociétales ne fait jamais le total des voix de gauche.

Alors, cet exercice -finalement peu démocratique- passé, la vie reprendra. Sortie, au moins partielle, du confinement va rimer avec désastre socio-économique.

La crise économique va s'amplifier, le gouvernement n'ayant pour seul souci que de préserver la finance mondialisée. Peu lui importe les PME qui déposent le bilan, les commerçants qui mettent la clé sous la porte. Peu lui importe, surtout, le million de chômeurs supplémentaires depuis 2019.

Au contraire même, puisqu'il va en faire un argument pour casser un peu plus les services publics (oh la catastrophe de la distribution des plis électoraux par une société privée ! Mais ça ne va pas pour autant le motiver à renationaliser la poste...). Les hôpitaux, dont on a pourtant vu, grandeur nature, combien il était nécessaire de leur donner plus de moyens matériels et humains, sont déjà en train de subir de nouvelles coupes budgétaires ; des services entiers sont fermés en zones rurales faisant courir des risques vitaux à la population. Peu importe que des Français, toujours plus nombreux, se privent de soins essentiels : les cliniques privées se portent mieux que les

hôpitaux ! Peu importe que nos anciens ne soient pas traités correctement dans nombre d'EHPAD - avec un manque criant d'aide-soignants- les multinationales du 3<sup>ème</sup> âge, elles, font leur beurre. Et c'est avec l'argument qu'il est nécessaire de mettre de l'ordre dans tout ça qu'on va s'en prendre de nouveau à la couverture sociale et à sa branche retraite.

L'éducation va bientôt n'avoir plus de « nationale » que le nom, vu comment on instaure une école à plusieurs vitesses.

L'aménagement du territoire n'est plus qu'un vieux souvenir. Les autoroutes ont été privatisées ; les routes nationales sont menacées. La SNCF est mise à l'encan. L'accès de tous à l'énergie est en ligne de mire et la précarité énergétique d'une partie de la population est déjà une réalité.

Alors au lieu de s'occuper d'écriture « inclusive » qui exclut les jeunes écoliers défavorisés, nie

l'histoire de notre langue et, surtout, est une insulte à la conquête d'une véritable égalité femmes-hommes, au lieu de diviser les Français par un identitarisme indigéniste, au lieu de détruire notre université en l'américanisant, au lieu de parler de « sentiment » d'insécurité quand nos banlieues brûlent, au lieu de mépriser les ruraux, ces chasseurs et pêcheurs retardés, **la gauche serait bien inspirée de revenir rapidement à ses fondamentaux. Rémunérer le travail. Protéger, dans tous les sens du terme, les travailleurs. Créer de l'emploi propre et non aliénant. Construire des logements accessibles et décents. Rétablir la laïcité. Assurer l'égalité de tous sur l'ensemble du territoire. Et pour cela renforcer les moyens de l'Etat au lieu de les détruire.**

La gauche ne doit de comptes qu'au peuple ; il vient de le lui rappeler.

**Marinette BACHE**

## INTERNATIONAL

*En Amérique latine, Trump ou Biden, la différence est moindre dans l'attitude des Etats-Unis. En France, Le Monde se fait le porte-parole de tous les réactionnaires libéraux. Dans le cadre des élections au Pérou et au Mexique, RESO donne la parole à de vrais connaisseurs de la situation sud-américaine.*



**Au Pérou**, selon « La Vie » : Pedro Castillo « possède pour emblème un crayon géant et se déplace souvent à cheval, la tête couverte d'un grand chapeau de paille. Instituteur de campagne depuis vingt-cinq ans, Pedro Castillo, 51 ans, était un quasi-inconnu il y a un an dans son pays. En 2017, le syndicaliste s'est fait remarquer pour sa verve vindicative lors d'une grève en faveur de hausses de salaires. Proposé à l'élection présidentielle par le parti Pérou libre (gauche), ce bûcheur parti de zéro est apparu comme le candidat des pauvres. Fils de paysans illettrés, marié à une institutrice, il vient de Puña, un village à 2 500 m au nord du Pérou, dans la région de Cajamarca, où dominent les cultures de maïs et de pomme de terre. (...) Il entend faire réécrire la Constitution, d'inspiration néolibérale, et mettre l'accent sur l'éducation, l'agriculture et la santé, dans un pays où 190 000 personnes auraient succombé au covid, faisant du Pérou le pays avec le plus fort taux de victimes par million d'habitants au monde.

Selon notre ami Thierry Deronne : « oui Castillo est bien élu, et la mobilisation populaire est intense, même si l'entité électorale renâcle un peu à émettre le dernier bulletin "officiel", la droite oscille entre un coup d'Etat militaire et la raison/realpolitik mais les accusations de "fraude" ne sont pas trop prises au

sérieux même par l'establishment. En ce sens les reconnaissances par quelques présidents de pays voisins (Bolivie, Argentine) ont été utiles. »



**Au Mexique** « La situation n'est pas mauvaise, malgré le leitmotiv médiatique du recul du président de centre gauche, Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO »). Le Mouvement de régénération nationale, Morena, son parti, gagne 11 gouvernorats sur 15. La gauche devra sortir de son inaction et transformer urgemment le champ médiatique dont l'interférence peut faire perdre des élections... »

Ce commentaire de Thierry est complété par Fermin Belza : « Le contexte a été celui de la pandémie qui a fait plus de 200 000 morts. AMLO a été traité non seulement de dictateur mais de génocidaire. Cette presse a omis de signaler qu'une des conséquences du néolibéralisme au Mexique, c'est sa 1<sup>ère</sup> place en beaucoup de maladies, dont le diabète et qu'il a été impossible d'imposer aux gens de rester chez eux, car plus de la moitié vit avec ce qu'elle gagne dans la journée. Le combat a été épique. Malgré cela, AMLO jouit d'un taux de satisfaction de plus de 60 %. Avec 95 % des médias contre lui, un parti ayant encore des réflexes du vieux PRI, avec des guerres intestines, et malgré le score de la capitale, Morena fait plus que résister, le parti a mis la pâtée à l'opposition qui même unie, n'a remporté pas grand'chose. »

# PLACE AU DEBAT

## PROGRAMME DE STABILITE EUROPEEN 2021-2027

*Par Jean-Claude CHAILLEY*

Le Programme de stabilité découle de la procédure du semestre européen dans le cadre du traité de Lisbonne, du TSCG (pacte budgétaire européen) qui a aggravé les « critères de Maastricht ». Nous avons lutté contre leur adoption. Ils sont légaux, mais non légitimes, cf. le NON au référendum de 2005.

**La pandémie a suspendu le pacte budgétaire**, conformément à son article 3C concernant les « circonstances exceptionnelles ».

**Maintenant il se réapplique.** Il faudrait rembourser le « quoiqu'il en coûte », l'augmentation de la dette, par une austérité qui (de leur point de vue) va durer très, très, longtemps.

Le Programme de stabilité 2021 – 2027 a été envoyé par le Président de la République à la Commission européenne en avril. C'est un engagement officiel.

**Il cadre notamment l'élaboration du PLFSS 2022 et du PLF 2022 (Projet de loi de Finance), et l'orientation des réformes des 5 années à venir.**

➤ **Nous savons donc déjà ce qui nous attend.**

➤ **Verbatim commenté**

**La double crise sanitaire et économique ne sera jamais surmontée**

« L'activité retrouvera en 2022 le niveau 2019. La crise entraînera une perte pérenne de 2,25 point de PIB » (soit dans les 55 milliards).

➤ Même si les prévisions sont hautement aléatoires, le problème c'est que le PIB (richesses créées par le travail dans l'année) est trop faible en France, même par rapport aux autres pays de la zone euro : c'est le résultat des politiques économiques et sociales désastreuses des gouvernements successifs.

**Comme toujours, le prétexte de la « dette », des « dépenses publiques » trop élevées.**

**Objectif :** « retrouver la maîtrise de nos dépenses publiques... stabilisation puis **décroissance** de la dette publique d'ici 2027 ».

« Le Gouvernement entend améliorer l'efficacité et la qualité des dépenses de l'État comme des opérateurs en mobilisant **plusieurs leviers**, l'objectif étant de **réduire les dépenses...** de **maîtriser l'évolution de sa masse salariale**, et de privilégier au contraire les dépenses ayant un fort impact socio-économique, en particulier au service de la modernisation et de la transformation publiques, et plus généralement les **dépenses favorables à la croissance durable et inclusive** ».

➤ **Lorsqu'ils parlent de « dette » ils omettent de dire qu'en face de la dette il y a aussi des actifs : par exemple on a financé des hôpitaux, des écoles, des infrastructures...** Cette omission volontaire est faite pour « justifier » l'austérité, pour ouvrir la voie à la guerre des générations, à l'offensive contre les « boomers ».

➤ **Ce qu'ils appellent « dépenses publiques », ce sont des investissements utiles à la population, comme la santé, l'enseignement, les services publics, la Sécurité sociale, la protection sociale en général.**

➤ **Ce qui les gêne dans « dépenses publiques » c'est le terme « publiques » et non « dépenses ».** Au contraire, ils souhaitent l'augmentation des dépenses. Remplacer par exemple 25 milliards de cotisations sociales « patronales » par 35 milliards d'assurances privées ça baisse les « dépenses publiques » de 1 point, ça augmente les dépenses (privées) des salarié-e-s de 35 milliards et ça génère des dividendes. C'est le modèle des USA -cf. leurs dépenses de santé – généralisé par la Banque mondiale en 1996.

➤ **Ils veulent réduire drastiquement les « dépenses publiques » utiles à la population.**

**Par contre, ils sont favorables à l'augmentation des dépenses publiques favorables à la « croissance », en clair de nouveaux cadeaux aux entreprises.**

## **Poursuite de l'offensive contre tous les services publics**

« Plusieurs initiatives... seront poursuivies. En premier lieu, **une transformation de l'action publique a été menée dans le cadre du programme « Action publique 2022 »** (CAP 2022) ...»

- Effectivement, c'est la remise en cause du programme du Conseil National de la Résistance par le programme tous azimuts CAP 2022 ; il est mis en œuvre, pas sous la forme d'une loi unique, mais par ou à l'intérieur de multiples lois dont Ma santé 2022, loi de transformation de la fonction publique, loi 4 D / OTE, réforme ferroviaire, réforme EDF « Hercule » en cours, réformes de l'enseignement, réformes de la Sécurité sociale visant à l'achever,....

**Aucune ressource nouvelle, en réalité baisse des ressources issues des « entreprises »** (donc du travail des salarié-e-s seul créateur de richesses) :

« **Pas de hausses d'impôts** » (dans leur langage la cotisation est assimilée à un impôt) : taux d'impôt sur les sociétés de 33,3% en 2017 à 25% en 2022 pour toutes les entreprises », et en plus « CICE », « baisse des impôts de production »...

- Le « pas de hausse d'impôts » s'applique à la fiscalité des entreprises, aux cotisations sociales « patronales », au refus de revenir sur les exonérations.
- **Pour nous, il y a forte menace d'augmentation de la CSG et de taxes.**

## **Baisse des salaires et cotisations sociales**

« Pérenniser les mesures prises en faveur de la compétitivité et de la **baisse du coût du travail** »

- Baisse des salaires (APC..) et poursuite de la baisse des cotisations sociales, de la fiscalisation / destruction de la Sécu.

## **Baisse de l'ensemble des budgets, Etat, Collectivités, Sécurité sociale**

« **Contenir** la progression des dépenses publiques à + **0,7 %** par an en volume entre 2022 et 2027. Ces 0,7 % incluent les transitions écologiques et numériques ». Comparaison : **quinquennat Sarkozy : + 1,4 % / an. Quinquennat Hollande : + 1% / an.**

- Macron / Medef prévoient donc un niveau d'austérité pire que Sarkozy / Hollande (et qui s'ajoute aux dégâts déjà réalisés).
- « Cette stratégie de soutien à la croissance et de maîtrise du rythme de progression de la dépense publique concerne **l'État et ses opérateurs, les Administrations publiques locales (APUL) ainsi que les Administrations de sécurité sociale (ASSO)** ».

## **Toujours plus de réformes structurelles**

« Cette stratégie doit reposer sur la **poursuite des réformes structurelles** favorables à l'activité, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique ».

- Attaque tous azimuts, du privé (baisse des salaires, dont cotisations sociales), comme du public et de la Sécurité sociale (budget, salaires également).

## **Le PLFSS 2022 et suivants s'annonce donc très mal :**

« **Les administrations de sécurité sociale, qui représentent la moitié de la dépense publique, devront également participer à la modération des dépenses** ».

- Elles sont prévues excédentaires dès 2023 pour rembourser la dette Covid et autres.
- Il n'y a pas de budget pour nos revendication d'augmentation des pensions de 100 € / 300 €, ni pour la santé – les déserts médicaux, les restructurations, fermetures d'hôpitaux, de lits,.. se poursuivent -, ni pour la perte d'autonomie, ...
- La honteuse réforme de l'assurance chômage contribue aussi aux « économies ».

## **Baisse des pensions, réforme des retraites, report de l'âge de départ en retraite...**

« Il (**le système de retraite**) n'incite pas assez à l'emploi des seniors, alors que la France pâtit d'un taux d'emploi des seniors parmi les plus faibles des pays avancés, **ce qui freine la prospérité collective du pays** ; enfin, la soutenabilité financière du système n'est pas assurée avec les paramètres actuels. La concertation avec les partenaires sociaux sur ce dossier devra reprendre lorsque les conditions sanitaires et économiques le permettront ».

- **Les libéraux ne cessent de rappeler que la France dépense « 4 points » de plus que la moyenne de l'OCDE pour les pensions. 4 points, c'est près de 100 milliards, près de 30 % du budget des pensions.** La note du COR de juin va dans le même sens.
- La baisse des pensions inclut les retraites complémentaires AgircArrco, Cnracl, les cadres comme les ouvriers ou employés (et en % encore plus les cadres).
- Attention, il y a maintenant officiellement de l'inflation : 1,4 % sur 12 mois.

#### AUGMENTATION DES COTISATIONS : RAPPEL HISTORIQUE

Il paraissait **normal**, même à des gouvernements qu'on n'approuvait pas forcément, **d'augmenter les cotisations** : 1984 + 1 point de cotisation vieillesse / 1-8 - 1986 + 0,7 point / 1-7- 1987 + 0,2 point / 1-1- 1989 + 1 point, même si de 1984 à 1986 on est passé d'une revalorisation sur le salaire brut à une revalorisation sur le salaire net, puis en 1987 sur les prix.

#### La satisfaction des revendications des fonctionnaires n'est pas prévue, bien au contraire

« Dans le secteur des **collectivités locales**, les exécutifs locaux se sont impliqués dans la démarche de **contractualisation pour la maîtrise de la dépense locale** engagée en 2018 et il conviendra... de poursuivre cette approche partenariale... une meilleure efficacité de la dépense publique devra être recherchée... ».

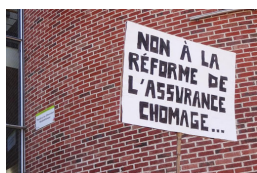
#### Renforcer le caractère autoritaire de la « gouvernance » pour imposer ces réformes et coupes budgétaires

« Enfin, des évolutions du cadre de gouvernance de nos finances publiques contribueront à cette stratégie ».

- **C'est une référence à la mission Arthuis dont la lettre de mission précise : « sécuriser l'apurement dans la durée de la dette de l'Etat et de la Sécurité sociale issue de la covid-19, et d'éviter la reconstitution de dettes non maîtrisées générées par les déséquilibres courants ».**
- Sont envisagés une réforme constitutionnelle ou une loi organique : dans la foulée de la « légitimité » due à l'élection présidentielle (qu'ils pensent gagner que ce soit LR, LREM, ...) **ils veulent verrouiller par la loi 5 ans d'austérité.**
- Cette « sécurisation » de l'austérité va avec l'empilement de lois liberticides.

**On sait donc ce qu'ils préparent pour l'été et l'automne. A nous de construire notamment une mobilisation aussi convergente et unitaire que possible.**

## ACTUALITE SOCIALE



#### ASSURANCE CHOMAGE :

**quand le gouvernement est obligé de revoir sa copie**

*Par Emilie LAOT*

La réforme de l'assurance chômage devait être mise en place au 1<sup>er</sup> juillet après avoir été retardée pour cause de Covid. Rappelons que par cette réforme le gouvernement cherche à faire des économies en réduisant les droits des chômeurs en particulier ceux qui alternent contrats courts et périodes de chômage.

Manque de bol pour les apprentis sorciers gouvernementaux, le Conseil d'Etat saisi par l'ensemble des organisations syndicales vient de retoquer le calcul des droits. Les syndicats avaient justement en effet démontré que ce calcul entraînait des inégalités criantes, sans compter la baisse importante des allocations versées à certains chômeurs.

Dans un contexte où le chômage repart à la hausse et risque d'exploser dans les mois qui viennent cette réforme injuste ne devrait avoir qu'une seule destination : la poubelle !



## ACTUALITE SOCIALE

*Nous publions ci-dessous un appel de la Convergence de Défense des Services Publics. Le CA de Réso.*



### **Appel au rassemblement le plus large, aux niveaux national et local, pour la défense du service public postal**

***La Poste n'est pas une entreprise comme les autres.***

Pour construire un service public de la Poste répondant aux besoins des populations, des territoires et de l'économie avec les perspectives en matière d'écologie que peut apporter le premier service public de proximité, la Convergence des Services Publics propose l'organisation d'un débat public :

- au niveau national avec les associations d'usagers, les syndicats, et les partis
- et au niveau local avec les collectifs citoyens, les élus et syndicats locaux

Elle met en débat :

- l'élaboration d'une nouvelle législation relative au statut et aux missions revisitées de la Poste
- accompagnée d'une demande de moratoire sur toutes les restructurations de toutes natures au sein du groupe LA POSTE et sur toutes les suppressions d'emplois attenantes.

La loi impose, à la Poste, 4 missions de service public :

- l'aménagement du territoire, avec l'obligation de maintenir un réseau d'au moins 17 000 « points de contact » répartis dans l'Hexagone ;
- la distribution de la presse à des tarifs préférentiels ;
- l'accessibilité bancaire en offrant un accès gratuit et universel au livret A
- et le service universel postal (SUP) : levée et distribution de l'essentiel du courrier tous les jours ouvrables, prix abordables ...

Les trois premières ont toujours donné lieu à des compensations **partielles** accordées par l'Etat (*exonérations d'impôts locaux, surrémunération du livret A, dotation budgétaire*). **L'activité du groupe La Poste, notamment dans le secteur du colis express en France et à l'international a permis de compenser une partie de ces pertes depuis une vingtaine d'années. Cette croissance va connaître un effet considérable avec l'intégration de la CNP dans la banque Postale.**

**La Poste** (dont le capital est aujourd'hui majoritairement détenu par la Caisse des dépôts et consignations et non plus par l'Etat) **a supprimé plus de 100 000 emplois depuis 2004** (effectif actuel du groupe : environ 250 000 salariés dont un grand nombre de contractuels aux salaires très modestes) **et fermé plus de la moitié de ses bureaux de poste.** Si elle maintient 17 000 « points de contacts » sur l'ensemble du territoire, moins de la moitié sont des bureaux de plein exercice (permettant, notamment, des opérations financières dont tout le monde a besoin et indispensables pour 2 000 000 personnes, financièrement fragiles, qui utilisent le Livret A de la Poste comme quasi compte courant). **Les autres points de contact, aux prestations limitées, sont des agences postales communales ou des relais Poste, (financées, non plus par la Poste, mais directement par les communes victimes de fermetures de bureaux initiées par la Poste pour environ 80 millions d'€ par an).** **Dans le même mouvement, des distributeurs automatiques de billets (DAB) de la Banque postale sont fermés** ce qui fragilise considérablement la possibilité de maintenir des commerces de proximité dans nombre de villages et de petites villes.

Malgré ses obligations (*assez souples, on l'a vu ...*) en termes d'aménagement du territoire, la Poste n'a aucune obligation particulière en matière de maintien des DAB.

**Partout, dans toute la France, chaque semaine se créent spontanément dans les communes des collectifs locaux composés d'usagers de syndicats, d'élus locaux, dans un triptyque qui prouve son efficacité. Ces collectifs s'opposent aux fermetures de bureaux, aux réductions d'horaires d'accès et aux fermetures de DAB qui tendent à se généraliser. Au mépris des valeurs du service public qui sont un des fondements de notre République, l'égal accès au service public postal n'est plus garanti pour l'ensemble de la population.**

Face à la forte baisse de l'activité courrier en raison de l'usage de plus en plus fréquent d'internet et l'effet accélérateur de la pandémie, **le déficit des missions de service public de la Poste explose.** Sollicité par la direction de la Poste, Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a confié à un ancien parlementaire le soin de lui remettre un rapport sur l'avenir du service public postal. **Ce rapport reconnaît que les missions de service public de la Poste ne sont pas intégralement compensées mais ouvre aussi la porte à une poursuite soutenue des restructurations** qui devrait se traduire par une amplification des fermetures de bureaux, des réductions d'horaires et des suppressions d'emplois. **Ce rapport exclu aussi formellement le financement des missions de service public par les activités du colis express ou de la Banque Postale, ce qui représente une vraie remise en question du modèle économique soutenu depuis 2000. Des allègements en matière de missions de service public sont également évoqués,** notamment la fin du « timbre rouge » et de la distribution du courrier à J+1. Bruno Le Maire a indiqué publiquement, suite à la remise du rapport, qu'il allait prendre position dans les semaines à venir. Nous exigeons que la compensation des missions de service public de qualité sur tout le territoire soit totale.

**La Poste est un service public de proximité emblématique. Son avenir ne saurait relever de la seule volonté du gouvernement sur la base des attentes, prioritairement financières, exprimées par la direction de la Poste, et des propositions contenues dans un rapport commandé par le ministre de tutelle à un ancien parlementaire qui a toute sa confiance...**

**Ensemble, mobilisons-nous pour bâtir  
l'avenir du service public postal, lien si précieux  
au service de l'Unité nationale !**

Paris le 17 juin 2021

## **AVEZ-VOUS REMARQUE ?**

### **Concurrence privé – public, le mauvais choix de Darmanin**

On a beaucoup parlé au cours des élections régionales et départementales de la non réception par une partie des électeurs des plis électoraux que ce soit pour le premier ou pour le second tour.

La faute à Adrexo qui n'aurait pas fait son travail.

Mais savez-vous qu'Adrexo qui emploie beaucoup de travailleurs précaires et mal payés était au début 2020 en quasi-faillite au point que le gouvernement avait envisagé de la faire racheter par la Poste ?

Comment dans ces conditions le gouvernement a-t-il pu confier une mission de service public aussi importante pour la démocratie à une société si mal en point alors que jusque là la Poste était depuis 2005 (date de la mise en concurrence avec renouvellement tous les six ans) le seul prestataire de ce service à la qualité reconnue par tous ?

Il est amusant de voir Monsieur Darmanin reconnaître que la mise en concurrence – entendez la concurrence libre et non faussée si chère aux technocrates de la Commission européenne – n'est pas toujours la meilleure solution surtout quand elle apparaît avant tout comme dogmatique.

## COUP DE GUEULE

**Le « 100 % numérique », c'est 0 % service !**

*Par Claude CHAILLE*

Exemple parmi tant d'autres : j'essaie d'obtenir mon QR code Covid 19

J'ai eu les 2 doses il y a un bon moment. Pour avoir un rdv – très difficilement - j'ai dû passer par une entreprise privée, Doctolib, qui gère des données très personnelles et de grande valeur commerciale, alors qu'on est dans le champ de la Sécu. Et j'ai trouvé un centre assez loin de chez moi.

Donc je me connecte à Ameli pour avoir l'attestation de vaccination Covid 19.

Et là surprise : « Vous n'êtes pas vacciné ». Je me reconnecte sur plusieurs jours. Même réponse.

Qu'il ait pu y avoir une erreur de transmission depuis le centre de vaccination, ou non transmission, ou ???, je peux le concevoir.

Je cherche à joindre AMELI.

- Par mail impossible, n'existe pas.
- Par robot « chatbot » : tourne en rond « reposez différemment votre question ». Ameli étant aussi infaillible que Macron, le cas n'est pas prévu.
- Par téléphone : le répondeur dit en permanence « beaucoup trop d'appels » (traduire pas assez de personnel), « allez sur le chatbot » ; ça boucle.

Dans ma commune il y avait un centre de Sécu. Il a fermé.

On a garanti qu'il resterait une permanence. Puis la permanence a fermé.

On a demandé la réouverture (appuyée par le maire, le président du CD). Refusée.

Je finis par avoir Ameli au téléphone. On me renvoie au centre de vaccination « qui n'a pas transmis ».

Sur les pages jaunes, pas de trace du centre de vaccination.

Je finis par trouver un N° ...via Doctolib.

Je téléphone, c'est le Conseil départemental, pas le centre. De nouveau inaccessible, « rappelez plus tard ».

A force d'essais je finis par avoir une opératrice. Elle me dit qu'elle est opératrice sur une plateforme et ne peut rien pour moi. Je lui demande le numéro du centre. Elle me donne 2 numéros. L'un me renvoie sur Doctolib, l'autre est un robot, lequel robot me dit qu'il ne peut pas me mettre en contact.

Je finis par retourner au centre de vaccination qui repasse les données et cette fois imprime en même temps le QR code.

Il y a bien retransmission. Problème : toujours inconnu d'Ameli.

J'abandonne, j'ai mon QR code, mais pour la Sécu je ne suis toujours pas vacciné.

C'est la beauté du « 100 % numérique » de Macron qui s'étend à toutes les démarches !

Les services publics, ça devrait être la qualité de service. La dégrader volontairement comme le fait Macron, ça détruit les services publics, c'est un recul inacceptable !

## VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel :

[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

☐ J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

☐ Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)